

et de l'air pour conclure que nous en sommes rendus à une période critique. Il s'agit d'un problème national, provincial et municipal que ce projet de loi essaie de corriger. Mais avant d'entreprendre quoi que ce soit, il faudrait que les municipalités, les provinces, le gouvernement fédéral et les pays limitrophes en viennent à une entente. Au fait, le problème de la pollution peut concerner plus d'un pays à la fois.

Ce problème est urgent et, à notre avis, c'est l'action qui s'impose plutôt que des discussions et des études interminables.

• (2.50 p.m.)

Parmi le volumineux courrier que je reçois, il est souvent question de ce problème, car ma circonscription souffre de la pollution. Je parle du centre du Québec, qui est une des plus belles régions du Canada, n'en déplaise à mes amis qui sont fiers, eux aussi, de leur petite patrie. Comme nous avons aussi nos problèmes, des gens m'écrivent pour me demander pourquoi le gouvernement ne prend pas les mesures qui s'imposent.

La raison en est que le gouvernement fédéral est limité dans son action par certaines discussions stériles sur le partage des juridictions, problème qui existe mais qui ne devrait pas avoir la priorité, alors qu'il existe un autre problème bien plus grave où la santé de tout un peuple et de toute l'humanité est en jeu.

Monsieur l'Orateur, j'ai en main une lettre que je ne citerai pas au complet, et ce pour deux raisons: D'abord, parce que les remarques ne sont pas toutes justes et, ensuite, parce qu'il est évident que l'auteur n'est pas au courant de la façon de procéder du gouvernement de sa province, de sa municipalité et de son pays. Mais je crois que cette lettre est un cri d'alarme. Il faudrait donc que le gouvernement prenne des mesures concrètes plutôt que de se perdre en discussions interminables.

Voici un extrait de cette lettre:

Pourquoi les gouvernements ne font-ils rien ...

Nous sommes dans une alternative inquiétante: celle de se réveiller vers l'an 2000 dans un monde où l'humanité sera empoisonnée par l'eau et par l'air ou dans un monde dans lequel il fera encore bon de vivre. Je poursuis la citation:

Pourquoi les gouvernements ne font-ils rien d'autre... que de créer des commissions royales d'enquête ...?

Au lieu de le faire, ils se contentent de discuter à la Chambre. Et j'ai répondu à mon correspondant que c'était justement à cause de ces conflits de juridiction et de ces accrochages de «partisanerie» électorale que rien ne s'accomplissait.

[M. Mongrain.]

Et la lettre de poursuivre, et je cite:

Qu'attend-on pour mettre à la disposition des fabricants d'automobiles les plans (qui existent) d'un moteur fonctionnant à l'eau ...?

Je vous avouerai que voilà quelque chose de nouveau pour moi, ce qui prouve que le contact d'un député avec ses électeurs peut l'instruire à l'occasion.

Qu'attend-on pour obliger, dans l'intérêt public, (à l'échelle mondiale) toutes les industries du pays à réduire la pollution par la pose de filtres qui justement élimineraient une grande partie des polluants?

L'auteur de cette lettre ne sait peut-être pas que cela est déjà en cours de réalisation et que nous serions encore plus avancés sans ces conflits de «juridiction».

On peut encore lire plus loin:

Qu'attend-on pour interdire, encore dans l'intérêt public, l'utilisation des nettoyeurs «armés» d'enzymes qui continuent de tout combattre, même rendus dans les cours d'eau?

Que peut faire l'ONU ...?

Pourquoi se préoccupe-t-on encore de frontières, alors que la pollution s'en «fout» et attaque tout le globe sans distinction de couleurs ...?

On peut voir que mon correspondant simplifie le problème. C'est une âme candide et naïve, probablement, mais qui a enfin vu de ses yeux ce problème urgent.

Je continue la citation:

Pourquoi le gouvernement est-il toujours, ou presque, en retard avec ses lois ...?

La raison de ces retards est que, justement, trop de gouvernements s'amuse à se quereler plutôt qu'à réaliser des choses concrètes. Je me dois tout de même de faire une concession à mes amis de l'opposition. J'ai dit tantôt qu'ils nous donnaient l'impression de vouloir faire traîner le débat en longueur, mais quelques-uns font des interventions constructives. J'espère qu'ils continueront à le faire aux séances du comité parlementaire où l'on mettra la dernière main à ce projet de loi.

Je poursuis la citation de la lettre:

Pourquoi certaines personnes tuent-elles avec «plaisir, désinvolture et FIERTÉ» des animaux qui ne nuisent à personne et qui, au contraire, annihilent une partie des polluants, contribuant ainsi à la survie de la vie sur le globe?

Que pouvons-nous faire ...?

Mon correspondant parle ici des bombes. Il ajoute, et je cite:

Le prestige d'une nation serait-il plus important que la survie de l'espèce humaine (4 milliards d'hommes en 2000)?

Il oublie évidemment que le Canada ne peut pas régler les problèmes de tous les autres pays, pas même ceux de toutes les provinces du Canada sans l'assentiment de ces provinces.

Est-ce qu'il est impossible pour un pays supposé riche comme le Canada d'aider efficacement les deux tiers de la population qui...

est menacée de mourir d'empoisonnement.